

Présents	Excusés	Absents	Pouvoirs	Date de la convocation	Date de publication
42	6	1	6	17 novembre 2016	2 décembre 2016

Présents : M. BLANC, Maire ; M. MERCIER, Mme BONNEFOY, Mme MICHEL, M. MOUSNY, M. GUINOT, M. REBEYROL, Mme SERRE, Mme MORDANT, Mme PRENOIS, Mme VANNIEUWENHUYZE, Mme DA SILVA, M. GUEGUEN, Mme SVABEK, Maires-Adjoints ; Mme AUCLERT-BOURNIQUET, Mme LAUTREC, M. DESGRANGES, Mme FENOLL, M. TINAT, M. DENIS, Mme BERGERAULT, M. LANTOINE (jusqu'à la délibération n° 8), M. BARDEAU-FERRIEUX, Mme VASKOU, Mme BORGHI, Mme LEGOUHY, Mme MARTIN, M. EPINETTE, M. MESEGUER, Mme MAGOT, Mme DI PRIMA, M. D'ORMESSON, Mme LIEVRE-GUINOT, Mme FELIX, M. GUERINEAU, M. FRAGNIER, Mme SINSOULIER, M. BEDIN, Mme BEZOUJ, M. LEFELLE, Mme BESSARD, M. CROTTE, Mme LANGER, Conseillers Municipaux

Absente : Mme PELLERIN, Conseillère Municipale

Absents excusés avec pouvoir :

M. CHARPAGNE	donne pouvoir à	Mme BONNEFOY
M. CHALON	donne pouvoir à	M. le Maire
M. LASNIER	donne pouvoir à	Mme FENOLL
M. CIUP	donne pouvoir à	M. DENIS
M. LANTOINE	donne pouvoir à	M. BARDEAU-FERRIEUX (à partir de la délibération n° 9)
Mme BIGUIER	donne pouvoir à	M. GUERINEAU

Mme LIEVRE-GUINOT et M. LEFELLE sont désignés comme secrétaires de séance

N° : 32

Rapporteur : Martial REBEYROL

**Nomenclature
7.2.1**

TAXE D'AMENAGEMENT Fixation du taux

Par délibération du 14 novembre 2011, le Conseil Municipal a décidé d'instituer la taxe d'aménagement qui est due par les bénéficiaires des autorisations de construire pour les constructions, extensions et les installations ou aménagements soumis à autorisation d'urbanisme.

Le taux de cette taxe a été fixé à 4,8 % sur l'ensemble du territoire communal.

Afin de rendre plus attractif l'accès à la propriété sur le territoire de la Ville de Bourges, il est proposé de réduire d'un point le taux de cette taxe sur l'ensemble du périmètre communal, le taux étant par conséquent ramené à 3,8 %.

Cet abaissement du taux de la taxe ne remet pas en cause les dégrèvements précédemment adoptés par le Conseil Municipal ; aussi les logements locatifs sociaux continueront d'être exonérés de la part communale, ainsi que les logements privés financés par des prêts aidés par l'État.

Conformément à l'article L. 331-14 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures d'affichage en mairie, conformément aux dispositions des articles L. 2121-24 et L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré,

DECIDE

**par 41 voix "pour", 2 voix "contre" (Mme FENOLL, M. LASNIER (pouvoir à Mme FENOLL))
et 5 abstentions (M. GUERINEAU, Mme BIGUIER (pouvoir à M. GUERINEAU), M. BEDIN,
Mme BESSARD, Mme LANGER)**

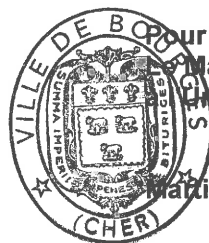
1. d'adopter un taux de 3,8 % pour la taxe d'aménagement pour l'ensemble du territoire communal à compter du 1^{er} janvier 2017 ;
2. de maintenir les dégrèvements au bénéfice des logements sociaux et des logements privés financés par un prêt de l'État.

Pour extrait conforme et certification d'affichage, à la porte de l'Hôtel de Ville, le 2 décembre 2016

Acte rendu exécutoire après
dépôt électronique de la Préfecture le
Publication du **2 décembre 2016**

30 NOV. 2016

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services
Corinne BOUZILLE



Pour le Maire,
Maire-Adjoint délégué
Urbanisme

Martial REBEYROL

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa transmission aux services de l'État et de sa notification ou de sa publication.